

	Parti Démocrate Djiboutien - PADD Paix-Démocratie-Dignité Case Postale 5608 1002 Lausanne – Suisse --- Quartier 4 – Djibouti Email : partidemocratedjiboutien@gmail.com Tél : +41766740085 / +32465713055	 République de DJIBOUTI
---	--	--

Réf. 001/Ltr/Jan.2015

Lettre ouverte au président de la république populaire de Chine

Son Excellence Xi Jinping

9 Xihuang-Chenggen Beijie

Beijing 100032, Peoples Republic of China

Son Excellence,

Monsieur Ismaël Omar Guelleh, président de la république de Djibouti, a accédé à la haute magistrature du pays grâce à son oncle germain de 1^{er} degré, Feu Hassan Gouled Aptidon, qui avait érigé le régime dictatorial et clanico-mafieux qui usurpe depuis 38 ans le pouvoir du peuple djiboutien.

Après deux mandats illégitimes à la tête du pays, Ismaël Omar Guelleh, change la constitution du pays dans l'unique but de s'assurer une présidence à vie mais depuis avril 2011 la pression venant de l'intérieur, le peuple, et de l'extérieur du pays s'accroît sur Guelleh et son régime clanico-mafieux.

Nonobstant, pour atténuer cette pression, Guelleh choisi de mener au niveau national une politique des répressions et de massacre à grand échelle et au niveau internationale, il tente d'amadouer les pays occidentaux en se définissant comme un fervent adepte de la lutte contre les terrorismes, bien sûr avec des objectifs bien définis derrière la tête.

Le dictateur Djiboutien a compris qu'il ne pouvait facilement manipuler les pays occidentaux et surtout, suite à sa convocation à la maison blanche le 05 mai 2014 par le président Obama, il a su que les regards de l'occident sur son régime étaient plus constants et consistante qu'avant.

Et d'ailleurs, le président Obama qui n'apprécie guère les dictateurs Africains, lui a réservé un accueil glacial loin du protocole et des honneurs réservés aux hôtes de la

maison blanche. Pour le président Obama, l'objectif de cette visite, était autre part, remettre au dictateur un avertissement clair et de lui tracer la ligne rouge à ne pas franchir en matière de location du bout de terre où il officie.

Pour passer son message, Obama avait besoin d'un face à face avec le dictateur Djiboutien afin de lui expliquer les inquiétudes de l'occident à l'égard des agissements du régime de Guelleh.

Guelleh à la recherche de la protection d'une puissance internationale sous laquelle il compte bâtir son entreprise d'un régime tyrannique clanique et héréditaire, dévoile un coup de foudre intensive pour les systèmes économique et politique de la Chine.

Avec des éléphants blancs, ces réalisations d'envergures et prestigieuses mais qui s'avère plus coûteuse que bénéfique, dont leurs exploitations ou leurs entretiens deviennent un fardeau financier endettent le pays et son peuple de plus en plus au point d'atteindre à la limite de soutenabilité soit 60% PIB. Une telle politique d'endettement est particulièrement irresponsable compte tenue de la situation économique de Djibouti. Il s'agit d'un pays de services (son secteur tertiaire représente 82 % du PIB), très vulnérable car l'État est le principal employeur du pays – dans un pays où 65 % des actifs sont déjà au chômage. Malgré le manque de transparence sur les chiffres réels des comptes publics, l'augmentation du niveau d'endettement est estimée à environ 10 points de PIB par an depuis deux ans.

Les causes sont les prêts non concessionnels de l'Exim Bank of China (EBC) inclus dans le financement des grands chantiers d'infrastructures que vont réaliser des firmes chinoises et dont les prêts dépassent le 1 milliards de dollars – avec un remboursement prévu en dix ans, sans période de grâce, et à un taux d'intérêt supérieur à 5%.

Il faut rappeler que les financements de la Banque mondiale (BM) sont fait à un taux d'intérêt de 2%, avec l'étalement des remboursements sur trente ans et une période de grâce de plusieurs années permettant de ne rembourser le principal qu'une fois le projet réalisé et rentable. Il faut aussi rappeler que la BM est plus regardante sur les projets dans lesquels elle investit.

Entre autre, la moitié des prêts en question finissent dans les poches de Guelleh et des adeptes de son régime ce qui n'est nullement une surprise dans un pays qui se positionne à la 107^e place sur le classement de Transparency International regroupant 175 pays.

Quant à la politique, il prétend importer et appliquer à Djibouti dans les années à venir un système calqué sur le pouvoir politique opérationnel en République populaire de Chine (RPC). Ce projet politique contenu dans son « livre rouge », actuellement

limité à l'intérieur des quatre murs de son palais d'haramous, n'est rien d'autre qu'un tour de passe-passe copié du régime de Siad Barre de la Somalie. À l'époque l'URSS avait fondé de grands espoirs sur son aide au développement de la « jeune nation » somalienne qui constitue, au début des années 1970, l'un des principaux axes de son implication en Afrique mais l'URSS qui a constaté tardivement l'objectif caché de Siad Barre est contrainte d'y quitter avec un échec amer au fond de la gorge.

Au niveau national et sur la scène internationale en prétextant combattre l'impérialisme Siad Barre avait créé des forces de répression (miliciens, les casques rouge, etc..) pour massacrer ou faire disparaître toutes voix discordantes ou dénonciateurs de son projet. En profitant de cette occasion il a édifié un régime clanique qui a conduit la Somalie, une vraie nation, dans un chaos que personne n'arrive toujours pas à y remédier 24 ans après la chute du régime.

De la même manière Ismaël Omar Guelleh tient des propos semblables dans ses discours en langue somalien. Suite au massacre du 21 décembre 2015 à Buldhuqo commis sur des citoyens de la tribu Yonis- Moussa au cours d'une cérémonie traditionnelle, Guelleh a tenté de justifier son acte lâche, comme d'habitude en cherchant des coupables occasionnels. Au cours d'une cérémonie de Mulud-al-Nabi anticipé tenue le 22 décembre 2015 à la Corniche, un restaurant situé à deux pas du palais présidentiel, Guelleh a accusé des pays occidentaux ayant des forces armées stationnés à Djibouti d'être les responsables indirects du massacre de Buldhuqo le 21 décembre 2015 parce qu'ils sont d'après lui, opposés l'arrivée à Djibouti de ses nouveaux amis de l'Asie, la Chine populaire. Toujours comme Siad Barre, Guelleh a créé une armée clanique dénommée Garde Républicaine, des forces populaires constitués des jeunes dirigeants par des hommes de sa famille et des miliciens qui rentrent en action pour des missions précis. Ces miliciens commandants sont à majorité des natifs de la Somalie du Sud recrutés avec le concours du propriétaire de la compagnie AL BARAKA EXCHANGE L.L.C. Ali Ahmed Nur Jumale, un commerçant somalien inclus avant février 2012 dans la liste de l'ONU recensant les terroristes et leurs soutiens dans le monde. Cet individu blanchi une partie de l'argent que le président de Djibouti détourne dans les recettes de l'état à travers la société AL BARAKA.

L'URSS n'avait fait aucun mal au peuple somalien mais ce dernier ne la porte toujours pas dans son cœur parce qu'il l'associe indirectement à cette période sombre de l'histoire de la nation somalienne.

De même, aujourd'hui le peuple djiboutien commence à voir d'un mauvais œil la relation absconse entre la puissante Chine et le régime tyrannique de Guelleh. Il est courant de voir ces derniers mois sur des murs de la ville de Djibouti des graffitis avec de slogans anti-régime dont le nom de la Chine y est associé « Non un quatrième mandat et non à la Chine ».

Cette inquiétude grandissante du peuple djiboutien est fondée quant à l'accord secret conclu entre le régime de Guelleh et Pékin, le coup de foudre sans préambule et l'arrivée sur son sol des forces armées chinoises.

L'accord secret entre le régime de Guelleh et Pékin peut contenir des clauses qui vont à l'encontre des intérêts du peuple djiboutien et à leur sécurité ;

Le coup de foudre sans préambule de Guelleh pour la Chine a créé beaucoup de soupçons ;

L'arrivée des forces armées chinoises à Djibouti créera des tensions inutiles avec des forces occidentales présentes déjà sur le djiboutien et cette nouvelle donne aura des conséquences négatives sur l'économie de ce petit pays plus particulièrement sur les investissements directs généralement considérés comme positifs sur la croissance des pays d'accueil, notamment grâce aux transferts de technologie induits.

Cependant, par la voix du PARTI DEMOCRATE DJIBOUTIEN – PADD – le peuple djiboutien sollicite à la Chine des points suivants :

- 1 – que Pékin octroie des prêts au régime de Guelleh moyennant des accords sur lesquels sont solidement notifiés des clauses garantissant son bon usage ;
- 2 – la publication dans les médias internationaux de l'accord de défense secret conclu entre le régime de Guelleh et la Chine ;
- 3 – l'annulation de toute construction de bases militaires chinoises à Djibouti et le stationnement de vos forces armées sur notre territoire.

Croyant bénéficier de la compréhension des dirigeants de la République populaire de Chine et étant disposé à vous exposer de vive voix les inquiétudes du peuple djiboutien, nous prie d'agréer, Son Excellence le Président, les salutations et remerciements de notre parti et du peuple djiboutien en général.

En Suisse, le 21 janvier 2016

Président de PADD
HASSAN CHER HARED

